



Lettre Circulaire - Janvier 2021

# ugandaring



*Établissement d'une pépinière dans la cadre de projet de Moringa*

Dans cette avant-dernière lettre circulaire (et oui, déjà !), nous vous présentons en quelques paragraphes les activités principales accomplies en 2020 dans le cadre de nos affectations respectives. Gaëtan vous parle aussi d'entrepreneuriat et des difficultés liées au développement d'une entreprise en Ouganda, que celle-ci soit à vocation sociale ou purement lucrative. Emma revient quant à elle sur l'impact du colonialisme anglais en Ouganda sur l'égalité homme-femme, un sujet complexe qu'il importe de ne pas laisser tomber aux oubliettes, tant les conséquences en sont encore visible aujourd'hui.



2021 est une année spéciale pour nous (en plus des conditions sanitaires évidemment), puisqu'elle signifie la fin de plus de trois ans en Ouganda. Si nous nous réjouissons de revoir famille et amis, c'est aussi le cœur lourd que nous voyons approcher la date du départ, tant ce pays nous aura apporté.

En vous remerciant chaleureusement pour votre précieux soutien, nous vous souhaitons une excellente lecture.

**EMMA ET GAËTAN**





## BONNE ANNÉE À TOUS !

2020 a été une année incroyablement étrange et je n'arrive pas à croire qu'elle soit déjà derrière. Au cours du dernier trimestre, de nombreuses actions ont été menées au bureau de GWED-G où Emma travaille pour essayer de rattraper les activités communautaires qui ont été retardées par les restrictions du COVID-19. Durant les élections de ce mois de janvier 2021, GWED-G a participé à la mise en place d'une salle de situation nationale pour les femmes afin de suivre les questions relatives aux processus électoraux et de s'assurer que les candidates peuvent atteindre les électeurs potentiels en toute sécurité.

Emma a participé activement à la rédaction de plusieurs offres pour des projets: ce n'est pas le sujet le plus sexy à présenter, mais il est essentiel pour que GWED-G puisse continuer à contribuer à l'égalité des sexes et à améliorer la qualité de vie des membres de la communauté. GWED-G a ainsi réussi à obtenir un accord de partenariat avec l'UNICEF dans les domaines de la santé et de la protection des enfants, en vue de développer des projets qui débiteront plus tard en 2021. Avec l'aide d'Emma, GWED-G a également obtenu des Nations Unies l'approbation provisoire d'un petit projet (100'000 dollars américains) visant à stimuler la participation significative des femmes à la consolidation de la paix et à la prévention des conflits. Ce projet débutera au début de 2021 et s'appuie sur la formation au leadership des bénéficiaires précédentes de GWED-G pour renforcer les réseaux et les systèmes d'alerte précoce pour les femmes travaillant dans des initiatives de paix et de sécurité.

Emma est également heureuse d'avoir enfin pu rattraper son retard dans la formation des organisations locales en matière de violences sexuelles et basées sur le genre (VSBG). En décembre, elle a pu dispenser des formations à près de 40 personnes. L'une de ces formations était destinée à une partie de l'équipe de GWED-G qui cherche à intégrer la violence sexuelle et basée sur le genre dans son projet de santé actuel, visant à transformer les comportements des gens en matière de santé.

GWED-G a également accueilli en octobre un nouveau volontaire d'Eirene Suisse, Bastian Collet, qui occupe le poste de conseiller en communication et en suivi et évaluation pour les deux prochaines années. Il sera passionnant de voir comment les communications de GWED-G se développeront et évolueront avec ses contributions, sachant qu'il s'agit d'un domaine qui nécessite tant de soutien, surtout à l'heure du numérique où la présence en ligne est indispensable.

Gaëtan a pour sa part continué de soutenir le business social de Moringa, dont les challenges sont évoqués dans l'article sur les difficultés liées au développement d'entreprises dans un pays comme l'Ouganda. Il a aussi beaucoup travaillé avec Hashtag Gulu dans le cadre de formations professionnelles offertes à des jeunes vivant dans la rue à Gulu. Là aussi, les challenges furent nombreux, d'autant plus que l'organisation en est à ses débuts et souffre, comme beaucoup d'autres, d'un manque de ressources pour faire tout ce qu'elle souhaiterait faire afin de venir en aide à ces jeunes extrêmement vulnérables.

Malgré les restrictions liées au Covid-19 qui perdurent en 2021, nous avons ainsi pu abattre un important travail, principalement depuis chez nous et en voyant nos collègues quand cela est nécessaire, soucieux de ne pas contribuer à la propagation d'un virus qui fait des dégâts ici aussi, bien que moins importants qu'en Occident pour des raisons essentiellement démographiques. Nous avons désormais les yeux sur la fin de notre affectation, puisqu'elle approche à grands pas. Il s'agit ainsi d'aider au maximum tout en évitant au mieux de créer des dépendances qui pourraient mettre en danger nos organisations partenaires. Nous sommes très impatients d'entamer cette dernière partie de notre séjour dans ce pays fantastique. Faisons en sorte que chaque minute compte avant de quitter le soleil Ougandais !

Nous vous souhaitons le meilleur pour cette année 2021, qui s'annonce à nouveau étrange, mais ne devrait pas néanmoins pas empêcher de vivre et d'être heureux, surtout lorsqu'on est né du bon côté de la pauvreté.





## ENTREPRENEURIAT ET BONNE GOUVERNANCE



*Jeune en formation de maçonnerie dans la cadre du projet d'Hashtag Gulu*

### DE L'ENTREPRENEURIAT À TOUTES LES SAUCES

Que ce soit Advance Afrika dans le cadre du soutien apporté aux anciens prisonniers et aux familles paysannes vulnérables et avec le business social de Moringa, ou Hashtag Gulu pour les formations offertes aux jeunes vivant dans la rue, les mots entrepreneuriat et business dominant souvent le champ sémantique des projets dans lesquels je travaille, tout comme ceux de centaines (de milliers ?) d'autres ONG actives en Ouganda. Or, dans un tel pays, de nombreuses forces sont à l'œuvre qui compliquent les aventures entrepreneuriales, imposant d'abondants challenges à qui s'y frotte.

Le but de cet article n'est pas de discuter des approches

retenues pour soutenir le développement de petites entreprises, quand bien même il y aurait beaucoup à en redire. Il est en effet heureux que ces interventions, lorsqu'elles sont bien menées, permettent à de nombreuses personnes de générer un revenu régulier, en l'absence d'une industrie forte et d'une classe moyenne suffisamment développées pour que l'économie formelle puisse offrir les places de travail nécessaires. Je m'intéresse donc ici aux obstacles qui freinent l'entrepreneuriat en Ouganda et comment cela impacte les projets, mes diverses expériences jusqu'à aujourd'hui me permettant sans doute de prendre un peu de recul.





## MULTIPLES DIFFICULTÉS

Si entreprendre implique toujours de prendre des risques (idéalement les mieux calculés possibles), tout business a néanmoins besoin de pouvoir se reposer sur quelques certitudes. L'exemple parfait relève de la qualité de l'approvisionnement en électricité, largement accepté comme fondamental dans la théorie sur le sujet. En Suisse, rares sont ceux ouvrant leur petit business qui ont à se demander s'ils auront du courant. En Ouganda, il est impératif de prendre en compte les aléas des électrons, et les solutions alternatives sont onéreuses. Sachant que l'ensemble de l'Afrique subsaharienne, à l'exception de l'Afrique du Sud, produit moins d'électricité que l'Espagne [1], on imagine volontiers le chemin qu'il reste à parcourir. Faire bouillir de l'eau deux fois par jour en Angleterre requiert jusqu'à cinq fois plus d'électricité que ce qu'un Malien consomme en moyenne par année [2].

Je ne résiste au passage pas à la tentation d'une petite digression sur le changement climatique, et l'injustice globale qui s'y cache et qui devrait pousser les individus et gouvernements occidentaux à faire beaucoup plus en la matière. Le lien entre consommation d'énergie et émission de gaz à effet de serre est en effet largement démontré. Or, ce sont ceux qui en émettent le moins, comme le montrent clairement les exemples précédents, qui sont les plus vulnérables à l'impact du réchauffement planétaire. Sachant qu'ils n'ont pas non plus bénéficié de la hausse du niveau de vie qu'a connue la majeure partie de l'Occident précisément grâce à cette consommation d'énergie, la responsabilité de ce dernier est ainsi double.

Mais bref, revenons-en à nos entreprises. De nombreux autres exemples abondent, qui mettent constamment des bâtons dans les roues des quidams qui s'y lancent. L'état des routes (environ 4% des routes ougandaises seraient goudronnées) augmente considérablement les frais de transport. De même, un acte de propriété en Suisse inspire confiance, alors qu'en Ouganda il n'empêchera pas un voisin de venir réclamer ce qu'il est persuadé d'être son dû, parfois non sans une certaine agressivité. La difficulté de recruter du personnel qualifié pour des tâches autant importantes que la gestion financière finit de compléter le tableau. Notons

à cet égard que les institutions multilatérales telles que l'Organisation des Nations Unies et les ONG internationales n'y sont pas innocentes. Leur tendance à s'appropriier les meilleurs éléments en offrant des salaires jusqu'à 20 fois supérieurs à ce que le privé peut se permettre dessert en effet paradoxalement le développement d'entreprises locales à succès.

Récemment, le gouvernement ougandais a totalement coupé Internet durant les élections présidentielles, ayant retenu la leçon offerte par le Printemps Arabe. Internet est revenu depuis, mais les réseaux sociaux sont eux toujours inaccessibles, y compris WhatsApp qui est pourtant devenu un outil indispensable pour de nombreux entrepreneurs. Les VPN permettent de contourner ce problème, mais ne fonctionnent pas toujours bien et tout le monde n'est pas forcément au courant de leur existence. Si le gouvernement ougandais a ainsi effectivement pu contenir les émeutes que d'aucuns avaient prédites, l'impact économique est lui très douloureux. D'après le site netblocks.org, la coupure totale d'Internet sur 5 jours a coûté 9 millions de dollars américains à l'économie. Couper seulement WhatsApp pour deux semaines coûterait 6,2 millions.

L'imprédictibilité rend ainsi les aventures entrepreneuriales plus chancelantes et donc plus chères. Un autre facteur est le manque de confiance entre agents économiques et la pauvre qualité des institutions censées la garantir à grands coups de droit des contrats et autres obligations. En conséquence, il est très difficile de faire confiance à un partenaire économique, et ceci pour plusieurs raisons. La principale tient dans l'absence de système social, chacun essayant de tirer la couverture à soi, ne sachant pas de quoi demain sera fait (et personne ne saurait les en blâmer). Créer des liens et des partenariats prend donc beaucoup plus de temps, et chaque problème qui surgit demande une énergie folle. Cette absence de filet de sécurité est en soi un frein à l'entrepreneuriat, puisque « tout perdre » prend ici un sens affreusement littéral.





La montagne administrative qui se dresse face à quiconque souhaiterait enregistrer légalement sa petite entreprise a aussi de quoi refroidir. Alors que le Rwanda prétend permettre la légalisation d'un business en 24 heures (cela n'a pas été testé personnellement mais les différentes discussions en ligne semblent le confirmer), il faut des mois aux Ougandais·es - du moins ceux ou celles qui n'ont pas les moyens ni les scrupules de faire accélérer le processus - pour obtenir les papiers nécessaires. S'en suit un système fiscal flou et un arbitrage constant entre efficacité et vertu, tant la corruption a contaminé tous les échelons de la société.

Si les pays « en développement » présentent de nombreuses opportunités, les challenges sont bien réels quand il s'agit de faire du business, et beaucoup sont ainsi contraints à rester dans l'économie informelle, donc pas taxée, perpétuant dès lors la dépendance à l'aide internationale. Il est pourtant nécessaire que des entreprises locales se développent et donnent un élan favorable à une croissance économique inclusive (le problème de la redistribution ne saurait être ignoré, mais il est volontairement laissé de côté ici).

### DES INSTITUTIONS FRAGILES

L'Ouganda s'enorgueillit souvent de compter parmi les pays avec le taux d'entrepreneurs le plus élevé au monde. Les élites oublient en général de mentionner que le nombre de faillites est alarmant et surtout qu'une part importante demeure informelle. Si la société civile s'affaire à promouvoir l'entrepreneuriat avec plus ou moins de succès, les micro-entreprises ne représentent pas une solution idéale pour réduire la pauvreté massive qui existe partout dans le pays. Il est nécessaire que le pays se développe de l'intérieur, et créer les conditions-cadres favorables relève des institutions politiques et administratives.

Or celles-ci sont pour l'heure rongées par la corruption et le clientélisme. Compte-tenu de l'ampleur des travaux publics à réaliser, une touche de saine concurrence pourrait offrir des opportunités aux Ougandais inspirés, et il y en a beaucoup. Avec le soutien des ONG et autres acteurs civils, ceux-ci pourront développer des entreprises innovantes cruciales pour la suite, répondant au besoin de la population et offrant des places de travail bienvenues.

A l'heure actuelle, les obstacles qui se dressent sur la route de l'entrepreneuriat sont tels que beaucoup renoncent, échouent, ou restent bloqués au stade du niveau de subsistance. Il est donc impératif que les ONG actives dans l'entrepreneuriat se fassent entendre pour que des conditions plus favorables soient instaurées. Advance Afrika, Hashtag Gulu, GWED-G et beaucoup d'autres le font déjà à leur manière. Les progrès sont bien réels mais lents, et risquent de le rester tant que la mauvaise gouvernance persiste, et ce, malgré les efforts concrets du gouvernement et des acteurs de la société civile.

Il est crucial que ces changements viennent de l'intérieur et ne soient pas constamment imposés par l'Occident, tout convaincus que nous sommes que notre modèle de développement soit la seule solution aux problèmes de l'Afrique, nonobstant les impacts dramatiques sur la planète qu'il a engendré. Il importe ainsi de trouver des solutions locales aux problèmes locaux, tout en transférant les compétences identifiées comme bénéfiques à cet égard.





## DU CÔTÉ DES PROJETS

En attendant que la situation s'améliore, nous continuons à chercher des solutions à chaque défi qui se dresse sur la route des petites entreprises développées dans le cadre des différents projets. Du côté du projet de production de Moringa, nous pouvons nous enorgueillir d'avoir désormais une liste conséquente de partenaires auxquels nous pouvons faire confiance, ce qui n'était pas gagné d'avance. De même, la qualité des produits ne cesse de s'améliorer grâce à un contrôle strict des étapes de la production et une standardisation des procédures. Nous avons récemment obtenu la certification nationale après de longs mois d'effort, et nous lançons dorénavant à l'assaut d'un marché local qui reste pour l'heure dérisoire. L'électricité, elle, demeure une grosse épine (plutôt une poutre) dans le pied.

Dans le cadre des projets d'Hashtag Gulu avec les jeunes vivant dans la rue et grâce au financement du Rotary Club d'Aigle, un petit atelier d'ébénisterie est en cours de développement. Cela permettra d'une part d'offrir une première expérience professionnelle à certains jeunes, et de dégager un petit profit bienvenu pour financer l'organisation. Bastian, nouveau volontaire qui nous a récemment rejoint à Gulu, a d'ailleurs

partiellement meublé son appartement avec des chaises fabriquées dans le cadre des formations. En ce début d'année, avec le soutien d'Eirene Suisse et de la ville de Sion, Hashtag Gulu s'est aussi lancé dans un projet de porcherie et d'horticulture sociale. Les premiers travaux pour mettre en place l'infrastructure nécessaire vont bientôt débuter, tandis que nous nous efforçons d'établir un business plan prenant en compte les nombreux challenges mentionnés dans cet article.

Si le chemin est parsemé d'embûches, l'aventure n'en reste pas moins palpitante, tout inspiré que je suis par l'engagement et la motivation des Ougandais pour relever les nombreux défis qui se dressent sur leur route. Sachant que la fin de notre affection est proche, je redouble ainsi d'efforts pour transmettre mes maigres compétences au maximum et m'assurer tant que possible qu'à mon départ mes collègues seront mieux armés pour faire de ces entreprises sociales un succès.

-Gaëtan-

[1] Young, T., (2018), *We Need to Talk about Africa: the Harm we Have Done, and How we Should Help*, Oneworld Publication, London, p. 197.

[2] *Ibid.*, p.197.

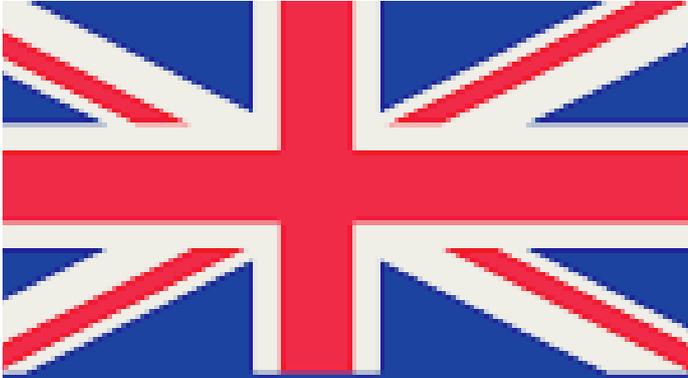


*Jeune femme formée en menuiserie par Hashtag Gulu*





## LE COLONIALISME ET SES CONSÉQUENCES SUR L'ÉGALITÉ HOMME-FEMME



Je dois admettre que lorsque nous avons été transférés en Ouganda, je ne connaissais pas trop son histoire. Bien sûr, j'avais entendu parler d'Iddi Amin et de Museveni. J'avais entendu parler de Kony et de la LRA grâce à la campagne massive « Kony 2012 ». Depuis que je suis ici, j'ai pris connaissance des héritages historiques du régime colonialiste britannique qui aurait favorisé le développement économique dans les régions du sud et de l'ouest du pays et de la manière dont ce développement a été repris après l'indépendance. Mais ce n'est qu'assez récemment que j'ai commencé à m'interroger sur les autres impacts du colonialisme.

Je viens de terminer la lecture du « Fantôme du roi Léopold » qui documente les rencontres entre les tribus indigènes et les explorateurs européens en Afrique et la colonisation de ce qui est maintenant connu sous le nom de République démocratique du Congo. La gravité des

atrocités commises pendant ce régime impitoyable est presque impossible à imaginer et a laissé un impact durable qui perdure aujourd'hui encore.

Les violations des droits humains et l'exploitation économique abondent. J'ai commencé à m'interroger sur l'impact du colonialisme sur la culture des pays africains, au-delà de l'inégalité économique. Certaines personnes continuent à présenter l'Afrique comme un bloc homogène de nations qui ont des identités quelque peu similaires et donc le même genre de problèmes. Cette tendance réductrice ignore toutes les riches histoires et traditions de la pléthore de communautés tribales et d'ethnies qui peuplent cette vaste région du monde. Notre monde occidental risque de passer à côté de l'apprentissage de précieuses connaissances locales en rejetant la sagesse indigène et en homogénéisant des peuples entiers.





Au cours des formations sur la violence sexuelle et basée sur le genre (SGBV), je traite, lors de chaque formation, des taux élevés de SGBV et de l'inégalité des sexes dans la culture africaine. J'ai commencé à me demander : pourquoi est-ce le cas ? L'inégalité des sexes peut-elle vraiment être, comme le disent mes participants, africaine ?

Je suis tombée sur une étude très intéressante sur le colonialisme et la christianisation dans la région d'Acholi [1], et en présente donc ici les principaux éléments. Le peuple Acholi vit dans cette région du nord de l'Ouganda depuis plus de 200 ans (l'Acholiland traditionnel s'étend jusqu'à certaines parties du Sud-Soudan). Les Britanniques ont commencé à établir des contacts avec différents royaumes du sud de l'Ouganda et ont officiellement qualifié l'Ouganda de protectorat britannique en 1896, imposant par la suite son règne colonial.

À l'époque, la Grande-Bretagne exerçait une influence massive dans le monde entier en raison de son immense portée coloniale et était bien ancrée dans l'ère victorienne. C'est à cette époque qu'est née l'idée de la femme victorienne. C'était une créature fragile et délicate, qu'il valait mieux confiner au foyer où elle s'acquitterait comme il se doit de toutes les tâches domestiques. La marque de l'homme victorien, en revanche, était un homme fort, chef de famille, avec une autorité suprême sur sa femme et sur toutes les décisions. Cet homme était également le seul à subvenir aux besoins de sa famille et il était très travailleur.

À cette époque, les Britanniques étaient profondément fidèles et dévoués au christianisme. Les Britanniques ont instrumentalisé la religion dans le cadre de leur politique coloniale en collaborant avec des missionnaires qui pouvaient faire avancer leur agenda. Les missionnaires ont commencé à arriver en Ouganda à la fin du 19ème siècle et leur première rencontre durable avec les Acholis remonte au début du 20ème siècle, lorsque des évangélistes protestants ont été invités à Gulu par le chef Awic.

À leur arrivée, les missionnaires considéraient les Acholi comme une société assez égalitaire entre les sexes, notant que parfois les femmes donnaient même des

ordres à leurs maris. Cependant, certains considéraient les femmes acholi comme désavantagées car actives en dehors de la maison, effectuant des travaux agricoles pénibles.

Les Acholi, hommes et femmes, travaillaient ensemble dans leur jardin pour nourrir leur famille. Les hommes et les garçons étaient plus enclins à s'adonner à des activités de chasse. La polygamie était très répandue, et les femmes avaient tendance à voir cela d'un bon œil, car chaque coépouse avait autorité sur son propre mini-ménage et était compétente pour le gérer.

Dans la culture traditionnelle acholi, les hommes et les femmes pouvaient occuper des positions spirituelles particulières, appelées ajwaka, qui signifient devins. Ces postes étaient vénérés et certaines femmes, considérées comme particulièrement douées, pouvaient renoncer à la coutume patrilineaire de se rendre dans la maison de leur mari au moment du mariage. Pour les plus douées, leur mari s'installait dans la maison traditionnelle de la femme - ce qui illustre la fluidité des arrangements de pouvoir entre les sexes.

Les colons britanniques étaient désireux de développer le pays pour leurs propres intérêts économiques et cela impliquait en grande partie l'établissement de plantations dans la région verdoyante du sud-ouest. Les Britanniques ont introduit un système fiscal (comme dans la plupart des autres colonies) afin de faire basculer le pays vers un système économique capitaliste basé sur les salaires, obligeant essentiellement les populations locales à trouver un emploi formel au sein de ce système. Afin d'étouffer les dissensions et de réprimer les rébellions potentielles, les Britanniques ont institué des chefs traditionnels autoritaires à des postes d'autorité.

Compte tenu de l'ordre des sexes à cette époque victorienne, les hommes ont été incités à travailler dans les plantations et les industries qui poussaient dans tout le pays, tandis que les femmes étaient de plus en plus reléguées au rang de femmes au foyer. Préoccupés par la pénurie de main-d'œuvre pour construire des infrastructures essentielles au développement économique, les Britanniques et les missionnaires ont ainsi commencé à créer des écoles pour préparer une main-d'œuvre masculine.





Dans la tradition chrétienne, ces écoles ont cherché à enseigner le christianisme aux Acholis et ont contraint certains à abandonner leurs croyances spirituelles traditionnelles. Les garçons se voyaient proposer une éducation dans le domaine de l'agriculture et des arts de base, tandis que les cours pour les filles étaient strictement axés sur l'économie domestique afin de les préparer à une vie de femme au foyer. Pendant cette période, les hommes étaient ensuite recrutés à des postes de travail officiels sous le régime britannique.

Il est intéressant de noter que ceux qui se sont convertis à la nouvelle religion étaient en majorité des hommes, et que les femmes étaient largement opposées à cette européanisation. Pendant des décennies, les missionnaires ont continué à pousser pour des changements vers une domination plus patriarcale, en désignant la sphère domestique comme le domaine des femmes et tout le reste comme le domaine des hommes. Les missionnaires ont également enseigné aux hommes qu'ils devaient avoir l'autorité sur leurs femmes, leurs enfants et toutes les décisions du foyer, ce qui a eu pour effet de réduire l'autonomie relative dont les femmes jouissaient auparavant.

Ce qui a émergé en termes de fonctionnement de cette société, c'est l'imposition de l'idée de supériorité masculine, dont l'écho résonne encore aujourd'hui. Les hommes ont adopté le point de vue de l'homme victorien pour être considérés comme le seul fournisseur et décideur dans son foyer. Bien que, malgré leurs meilleurs efforts, les Britanniques n'ont pas réussi à dénouer toutes les traditions acholi. Les femmes continuent à travailler dans l'agriculture et constituent l'épine dorsale de cette industrie clé. L'influence britannique a changé en ce sens qu'elle a influencé l'idée que les hommes doivent décider de l'utilisation des ressources du foyer, ce qui a eu pour effet de réduire au silence l'apport des femmes quant à la manière dont l'argent de la vente des produits est dépensé, avec peu d'intrants dans la production de ces produits dans de nombreux cas.

Il ne s'agit pas de suggérer que les colonialistes britanniques sont la seule raison de ces niveaux élevés d'inégalité entre les sexes dans la région - mais simplement de souligner que traditionnellement les Acholi avaient des niveaux d'égalité entre les sexes plus élevés auparavant.

La décolonisation de l'aide au développement fait l'objet d'une attention croissante et je me félicite de ce dialogue. Je crois fermement qu'il est essentiel de s'engager dans ce genre de travail, car avoir l'incroyable opportunité de vivre dans un pays comme l'Ouganda, de connaître ses cultures et son histoire, et de travailler avec les populations locales (qui font le travail de transformation sur le terrain et dans les villages) est à mon sens fondamental pour décoloniser efficacement et réellement l'aide. Nous devons faire face aux dures vérités liées aux injustices du régime colonial et sur la façon dont elles se répercutent aujourd'hui, y compris sur les entreprises néo-impérialistes. Plus important encore, nous devons écouter les populations locales et servir réellement leurs intérêts en fonction de ce qu'elles nous disent.

-Emma-

[1] Harris, C. (2017). *Some Gender Implications of the 'Civilising Mission' of the Anglican Church for the Acholi Peoples of Northern Uganda*. *Religion*, 8(11), 245. (lien: <https://www.mdpi.com/2077-1444/8/11/245/htm>)





Vous avez déjà été nombreux à soutenir nos projets en Ouganda et nous vous en sommes très reconnaissants. Bien que l'année approche gentiment, nous avons toujours besoin de votre soutien. Si vous souhaitez continuer, vos dons, à verser à Eirene Suisse avec la mention Emma et Gaëtan sont les bienvenus:

Eirene Suisse  
1200 Genève  
IBAN: CH93 0900 0000 2300 5046 2  
Mention « Emma et Gaëtan »



*Eirene Suisse a récemment obtenu le label ZEWO, qui garantit que vos dons soient utilisés de manière efficace et conformément aux buts de l'organisation.*

**MERCI BEAUCOUP !**

